

Les faits marquants de la COP 15 de la CNULCD : Mercredi 11 mai 2022

La quinzième session de la Conférence des Parties (COP 15) à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) s'est ouverte à l'hôtel Sofitel d'Abidjan, en Côte d'Ivoire. Suite de la passation de la présidence de la COP par le pays hôte de la COP 14, l'Inde, et des allocutions liminaires du président de la COP 15 et de l'ancien ministre ivoirien des eaux et forêts, Alain-Richard Donwahi, du secrétaire exécutif de la CNULCD, Ibrahim Thiaw, des représentants des groupes régionaux et d'intérêt, les institutions des Nations Unies, la société civile et le secteur privé ont également présenté des déclarations liminaires. La CdP a établi une Grande Commission (GC) et un comité des Amis du Président pour examiner les résultats de la Conférence. L'après-midi, la GC s'est réunie pour la première fois pour examiner le programme et budget, et les cadres politiques sur la migration, les tempêtes de sable et de poussière, et le régime foncier, avec la proposition de les examiner individuellement. Le Comité de la science et de la technologie (CST) a également commencé ses travaux en parallèle, examinant deux rapports scientifiques portant sur la contribution potentielle de la planification intégrée de l'utilisation des terres et de la gestion intégrée des paysages à un changement transformateur positif, et sur les approches d'évaluation et de suivi de la résilience des populations vulnérables et écosystèmes à la sécheresse.

Ouverture de la session

Au nom de la Présidence de la CdP 14, Bhupender Yadav, Ministre indien de l'environnement, des forêts et du changement climatique, a ouvert la session. Il a déclaré que, bien que dévastatrice, la pandémie de la COVID-19 a rappelé au monde de reconsidérer la façon de voir les sols, l'eau et les forêts, et en particulier la terre, pour le rôle fondamental et transversal qu'elle joue. Il a décrit la restauration des terres comme une stratégie essentielle pour mettre le monde sur la trajectoire d'une relance verte, à travers : la protection de la biodiversité ; la lutte contre la sécheresse, la dégradation des terres, la désertification (DDTS) et le changement climatique ; et pour garantir ainsi des emplois et la reprise économique.

Les délégués devaient ensuite élire Alain-Richard Donwahi, ancien ministre des Eaux et Forêts de Côte d'Ivoire, Président de la COP 15. Dans son allocution d'ouverture, Donwahi a qualifié la COP 15 d'opportunité pour les pays de démontrer leur engagement à lutter contre la sécheresse et le changement climatique, affirmant que cela nécessitera une approche holistique. Citant l'auteur français Victor Hugo, il a déclaré : « Comme c'est triste de

penser que la nature parle et que l'humanité n'écoute pas », il a mis les parties au défi d'agir de manière positive et constructive, en se concentrant sur le thème de la COP 15 « La terre. La vie. Le Patrimoine : de la rareté à la prospérité. » Affirmant que bien que beaucoup ait été fait pendant la pandémie, il a appelé à faire beaucoup plus, en particulier face à une consommation sans précédent et à une crise économique mondiale croissante.

Dans son allocution de bienvenue, le Secrétaire exécutif de la CNULCD, Ibrahim Thiaw, a évoqué les caractéristiques sociales et solidaires des éléphants, l'emblème national de la Côte d'Ivoire, et a encouragé tout un chacun à mettre de côté la perturbation majeure des deux dernières années et à démontrer la résilience de l'engagement de la CNULCD à poursuivre la lutte contre les DDTs. Il a décrit certaines des initiatives prises dans le cadre de la Convention, notamment : l'accord de coopération de l'Arabie saoudite pour mettre en œuvre l'Initiative mondiale du G20 sur la réduction de la dégradation des terres et l'amélioration de la conservation des habitats terrestres ; la Grande Muraille Verte au Sahel et l'Accélérateur la Grande Muraille Verte annoncés lors du Sommet 'One Planet' tenu en 2021 à Paris. Il a affirmé que le lancement du programme Legacy d'Abidjan intervient à un moment critique dans la lutte contre la dégradation des terres.

Au nom du pays hôte, le président Alassane Ouattara a appelé à ce que la COP 15 soit un événement d'action, de partenariat et de solidarité de la part de la communauté internationale en faveur de ceux qui souffrent de la sécheresse, affirmant que les progrès ont été sapés par le changement climatique, la sécurité et les crises économiques, avec des effets négatifs pour l'alimentation, l'énergie et la société, augmentant ainsi les flux migratoires. Il a déclaré que ces crises obligent le monde à trouver des solutions et que l'appel d'Abidjan, adopté lors de la réunion de haut niveau d'Abidjan, vise à restaurer les terres dégradées et à garantir des pratiques de gestion durable des terres.

Déclarations d'ouverture

Le Pakistan, au nom du GROUPE DES 77 ET DE LA CHINE (G-77/CHINE), a rappelé que la lutte contre les DDTs est essentielle à la survie humaine et à la réalisation de tous les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, et que nombre de ses membres sont gravement touchés par des problèmes prolongés et sécheresse récurrente et tempêtes de sable et de poussière (TSP). Il a appelé à des engagements concrets de la part de la CdP 15 face à la sécheresse, y compris des moyens de mise en œuvre améliorés pour les pays en développement.

La France, au nom de l'UNION EUROPÉENNE (UE), a souligné les graves répercussions mondiales de l'invasion russe

de l'Ukraine, y compris sur la sécurité alimentaire, condamnant fermement l'agression russe et exprimant sa pleine solidarité et son soutien au peuple ukrainien. La déléguée a souligné le rôle central de la COP 15 dans l'élaboration de solutions transversales aux crises de la biodiversité, du climat et de la dégradation des terres, assurant le plein soutien de l'UE pour parvenir à un monde neutre en matière de dégradation des terres.

Le Maroc, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a souligné l'importance de la CCD pour le continent africain, et a salué l'Initiative d'Abidjan en tant que plate-forme d'action pratique. Le délégué a appelé à des arrangements institutionnels solides et à des ressources financières durables pour faire face à la sécheresse. Déplorant que beaucoup restent opposés à l'objectif de NDT d'ici 2030, il a exprimé son soutien total à la mise en œuvre de la Convention.

Le Pakistan, au nom du GROUPE ASIE-PACIFIQUE, a mis en exergue les nombreuses initiatives à grande échelle de ses membres pour lutter contre les DDTs, et a souligné le potentiel de coopération régionale. Il a appelé à une attention, une collaboration et un soutien accrus pour résoudre les problèmes transfrontaliers de la sécheresse et des TSP, et à la CNULCD de prendre l'initiative sur la sécheresse au niveau mondial.

Le Nicaragua, au nom du GROUPE DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES (GRULAC), a souligné la priorité du GRULAC de renforcer les mécanismes pour garantir la mise en œuvre efficace de la Convention dans le contexte de l'ODD 1 (éradication de la pauvreté) et de l'Agenda 2030 pour le développement durable conformément aux politiques nationales des parties. circonstances. Il a exprimé l'espoir que les pays développés fourniront des moyens efficaces de mise en œuvre en synergie avec la CDB, la CCNUCC et d'autres accords des Nations Unies, notamment en renforçant les mécanismes financiers.

La Turquie, au nom du GROUPE DE LA MÉDITERRANÉE NORD, a souligné les priorités régionales, y compris la sécheresse, et a encouragé la construction d'outils et de mécanismes supplémentaires, ainsi que la fourniture d'un soutien mutuel à travers le partage des meilleures pratiques, des réalisations scientifiques et technologiques. Déplorant que le conflit en Ukraine puisse aggraver les impacts négatifs de la dégradation des terres avec des conséquences généralisées sur la vie et le bien-être humains, le délégué a déclaré que la restauration des terres peut contribuer à la reprise économique, à la sécurité alimentaire et à la création d'emplois.

Le Bélarus, au nom de l'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE, attend avec impatience les discussions en personne sur les questions prioritaires, notamment la neutralité en matière de dégradation des terres (NDT), la sécheresse, les TSP et le genre. Le délégué s'est félicité de la transition vers le programme de définition d'objectifs de NDT (TSP) 2.0 et a appelé le Mécanisme mondial (MM) à s'engager avec de nouveaux partenaires financiers et à mobiliser davantage de ressources financières supplémentaires pour permettre aux parties d'atteindre leurs objectifs volontaires de NDT.

Les États-Unis, au nom de l'AUSTRALIE, du CANADA, de l'ISLANDE, d'ISRAËL, du JAPON, de la NORVÈGE, de la RÉPUBLIQUE DE CORÉE, de la SUISSE et du ROYAUME-UNI (JUSCANZ) ont appelé la Russie à agir conformément aux obligations internationales, notant que la crise ukrainienne affecte la sécurité alimentaire dans les pays du Sud. Le délégué a exhorté à une approche holistique du paysage aux niveaux

national et infranational, avec une participation significative des parties prenantes locales, et a déclaré que les décisions de la Cdp 15 devraient être fondées sur les données scientifiques les plus récentes et offrir une souplesse pour la mise en œuvre spécifique à chaque pays.

L'Arabie saoudite, au nom du GROUPE ARABE, s'est associée aux déclarations des GROUPE ASIE-PACIFIQUE et AFRICAÏN et a souligné l'importance du suivi des cadres politiques et des thèmes tels que la sécheresse, les TSP, la possession des terres et la migration. Notant que les pays du Moyen-Orient accueilleront les prochaines négociations sur le climat et soulignant les initiatives lancées lors des réunions du G20 de 2020 en Arabie saoudite, le délégué a exprimé le soutien du GA à la demande de l'Arabie saoudite d'accueillir la COP 16 de la CNULCD.

La FÉDÉRATION DE RUSSIE a exhorté les parties à cesser d'utiliser les forums internationaux pour défier la Russie.

L'ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE (OMM) a souligné que les systèmes de prévision et d'alerte précoce sont essentiels à l'atténuation de la sécheresse. Le représentant se réjouit de travailler avec des partenaires sur une nouvelle initiative majeure annoncée par le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, pour développer des systèmes d'alerte précoce contre les conditions météorologiques extrêmes et le changement climatique au cours des cinq prochaines années, et pour élaborer l'atlas mondial des TSP et l'enveloppe d'outils contre les TSP.

L'ORGANISATION DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE (ECO) a demandé le soutien de la CNULCD aux efforts régionaux visant à promouvoir la gestion durable des terres et à prendre en compte les impacts environnementaux des changements climatiques.

La MOLDAVIE a appelé les pays donateurs et les partenaires à établir un fonds mondial pour les sols afin d'aider directement les pays en développement et sous-développés à atteindre la NDT.

Le BUREAU DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES a exhorté les délégués à refléter une approche fondée sur les droits dans toutes les décisions.

L'UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE (UICN) a encouragé l'adoption de solutions fondées sur la nature (NbS) et l'investissement dans la restauration des terres pour soutenir la NDT.

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO) a présenté le rapport sur l'état des forêts du monde signalant des voies de rétablissement vert en stoppant la dégradation des terres, en restaurant les terres dégradées et en créant des chaînes de valeur vertes, et a pris note du lancement du guide technique sur les Directives volontaires sur la gouvernance responsable du régime foncier des terres, des pêches et des forêts dans le cadre de la sécurité alimentaire nationale (DVGRFT).

Le GLOBAL GREEN GROWTH INSTITUTE (GGGI) a fait part de son optimisme pour les solutions qui relèvent les défis, décrivant le travail de mobilisation des financements pour fournir des services transformationnels dans les pays développés et en développement, tels que l'établissement d'obligations vertes, les échanges de dettes contre la nature et les programmes pilotes d'hydrogène vert.

Les JEUNES VOLONTAIRES POUR L'ENVIRONNEMENT ont recommandé la création d'un comité d'alerte précoce pour gérer la sécheresse ; renforcer l'accès et les droits des femmes

en tant que propriétaires fonciers ; et financer la gestion de la sécheresse.

Questions d'organisation : La COP a adopté l'ordre du jour et l'organisation des travaux, y compris les sessions des organes subsidiaires (ICCD/COP(15)/1), sans amendements.

Les délégués ont approuvé l'élection des vice-présidents des groupes régionaux suivants : Stephen Muwaya (Ouganda) pour le Groupe africain ; Abdu Alsharif (Arabie saoudite) et Jin Sun (Chine) pour les États d'Asie ; Edgar Hunter (Dominique) et Reina Sotillo pour l'Amérique latine ; Nino Chikovani (Géorgie) et Narine Hakobyan (Arménie) pour les États d'Europe centrale et orientale ; et Patrick Reilly (États-Unis) et Juliane Wiesenhütter (Allemagne) pour les États d'Europe occidentale et autres.

La COP 15 a nommé Francisco Jose Avila (Guatemala) Président de la Grande Commission (GC) et a adopté le document sur la vérification des pouvoirs des représentants des organisations intergouvernementales, des organisations de la société civile et des représentants du secteur privé (ICCD/ COP(15)/14 et Add.1). Enfin, la COP a créé un comité des Amis du Président présidé par l'Ambassadeur Malan Niamke Benjamin et Bieke Antonin pour examiner les questions liées à la Déclaration d'Abidjan.

La Grande Commission

Le président Francisco Jose Avila (Guatemala) a ouvert la réunion, introduisant les points à couvrir dans les deux groupes de contact proposés. Les Parties ont établi des groupes de contact de la GC sur : le programme et le budget, présidés par Stéphane Paillet (France); et questions diverses, présidé par Ahmed Abd El-Ati (Égypte).

Programme de travail de la CdP 16 : Le Secrétariat a présenté le document pertinent (ICCD/COP(15)/CRP.1/Rev.1). Sur l'opportunité de tenir la COP 16 en 2023 ou 2024, la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, soutenue par plusieurs parties et groupes, a exprimé sa préférence pour 2024. L'UE a préféré le deuxième semestre de 2023. La Namibie, au nom du GROUPE AFRICAINE, a demandé au Secrétariat d'élaborer une analyse approfondie de chaque option. Cela sera examiné plus en détail par le Groupe de contact 1 (programme et budget).

Programme et budget : Programme et budget pour l'exercice biennal 2022-2023 et résultats financiers des fonds d'affectation spéciale de la Convention : Le Secrétariat a présenté le programme et budget pour l'exercice biennal 2022-2023 (ICCD/COP(15)/5) et le plan de travail annuel pour la Convention (2022-2025) et programme de travail biennal chiffré pour la Convention (2022-2023) (ICCD/COP(15)/6, ICCD/CRIC(20)/2), faisant référence aux projets de décision (ICCD /COP(15)/21). Le Secrétariat y a mis en exergue deux scénarios : une croissance nominale zéro ou des ajustements recommandés pour le premier scénario et les coûts ou économies supplémentaires qui y sont liés. Le Secrétariat a également invité à examiner les résultats financiers des fonds d'affectation spéciale de la Convention (ICCD/COP(15)/7, ICCD/CRIC(20)/3, ICCD/ COP(15)/8, ICCD/COP(15)/9 , ICCD/COP(15)/10).

Le BRESIL a souhaité savoir pourquoi le projet de décision pertinent n'incluait que le scénario avec des ajustements. Le Secrétariat a confirmé que le projet était destiné à être utilisé pendant les négociations pour être amendé par les parties. Le BRESIL et le JAPON ont plaidé pour une croissance nominale zéro, notant les contributions à la reconstitution du FEM.

La CHINE a estimé que le barème indicatif des contributions était suffisamment traité et a encouragé la focalisation des discussions sur le budget de la CdP 16. L'UE a reconnu la

nécessité d'accorder la priorité à une action efficace contre la sécheresse et a attendu avec intérêt les délibérations.

La Namibie, au nom du GROUPE AFRICAINE, a réitéré son soutien à un programme de travail ambitieux pour donner un élan aux réalisations en matière de lutte contre la sécheresse, exprimant sa profonde préoccupation quant au fait que la mise en œuvre du Cadre stratégique 2018-2030 ne soit pas sur la bonne voie.

La Fondation de la jeunesse du Bangladesh, parlant au nom des OSC, a exhorté les parties à contribuer des fonds pour soutenir, entre autres : l'engagement des OSC ; une feuille de route pour la résilience à la sécheresse ; et des initiatives accrues pour les jeunes, les femmes et les peuples autochtones.

Rapport du Bureau de l'évaluation : La GC a pris note du document pertinent (ICCD/COP15/11 ICCD/COP15/21) présenté par le Secrétariat.

Le groupe de contact sur le programme et budget s'est réuni dans la soirée.

Cadres politiques et questions thématiques : Le président a énuméré les questions thématiques, y compris la migration, le genre, les TSP et le régime foncier, puis a proposé que la GC examine chaque question individuellement.

Concernant la sécheresse, le Secrétariat a présenté les documents pertinents (ICCD/COP(15)/15, ICCD/COP(15)/20 et ICCD/COP(15)/21). Le Président du Groupe de travail intergouvernemental sur la sécheresse (GTI) a présenté son rapport et a recommandé des éléments provisoires pour une décision sur la sécheresse (et ICCD/COP(15)/21) pour examen par les Parties.

L'ARABIE SAOUDITE et d'autres ont remercié le GTI pour ses conclusions et recommandations.

L'UE a souligné l'importance du recours aux mécanismes existants pour éviter les doubles emplois. L'UGANDA a exhorté, à l'instar des exemples des autres Conventions de Rio, à adopter des instruments politiques complémentaires pour traiter les «questions marginalisées» telles que la sécheresse.

La RÉPUBLIQUE DOMINICAINE et d'autres ont appelé à un soutien financier et au renforcement des capacités pour faire face à la sécheresse. La CHINE s'est dite prête à partager les expériences de la Chine.

Comité de la science et de la technologie

Séance d'ouverture : Le Comité a nommé Bongani Masingo (eSwatini) Président de la 20ème session du CST.

La session a ensuite adopté l'ordre du jour et l'organisation des travaux et le président Masingo a invité les remarques d'ouverture.

Ibrahim Thiaw a félicité la communauté scientifique d'avoir assuré une base scientifique qui sous-tend le travail de l'UNCCD, malgré la pandémie mondiale. Il a souligné l'importance des délibérations du CST pour permettre une analyse complète des rapports du Groupe d'experts international sur l'évolution du climat (GIEC) et orienter le programme de travail de l'Interface science-politique (IPS) pour l'exercice biennal 2022-23. Appelant à un esprit de consensus, il attendait avec impatience des recommandations d'actions pour atteindre les 17 ODD, car «nous devons convaincre le monde que les actions sur terre sont la meilleure chance que nous puissions avoir pour les atteindre».

La France, au nom de l'UNION EUROPÉENNE ET DES ÉTATS MEMBRES, a salué le travail de l'ISP pour être fondé sur des connaissances scientifiques solides et a encouragé une gestion durable des terres qui inclut un régime foncier protégé.

L'Argentine, au nom de l'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES, a fait part de ses préoccupations concernant la sécheresse et la désertification, et a exhorté à rester concentré

sur le Programme de développement durable, à renforcer les systèmes et les institutions capables d'atteindre les ODD et à répondre aux besoins en carburants nécessaires à la société. Le délégué a appelé à redoubler d'efforts pour renforcer les capacités au niveau national, y compris un soutien financier et technique à la gestion durable des terres afin de contribuer à la lutte contre la désertification.

La Turquie, au nom du GROUPE DE LA MEDITERRANEE NORD, a déclaré que l'ISP avait répondu à des attentes élevées et a exprimé l'espoir que ses contributions ouvriront la voie à une approche plus efficace de l'importante question de la sécheresse.

La Bosnie-Herzégovine, au nom de l'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE, a exprimé sa gratitude pour le développement d'outils pour les TSP et la sécheresse, et a encouragé la poursuite du renforcement des capacités et l'échange interrégional des connaissances.

Les États-Unis se sont félicités de la grande qualité du travail produit dans des circonstances difficiles, mais ont exprimé leur préoccupation concernant le calendrier compressé et le nombre et la complexité des points de l'ordre du jour.

Le KENYA a exprimé son soutien au travail du CST, soulignant la nécessité d'une bonne décision sur la sécheresse.

Les OSC ont souligné l'importance de la science et de la technologie pour un changement transformateur, et ont appelé à la co-création de connaissances avec les communautés affectées.

Après les déclarations d'ouverture, le CST a adopté l'ordre du jour provisoire (ICCD/COP(15)/CST/1) et a accepté la nomination d'Abdul Hamid (Bangladesh) au Bureau du CST, en remplacement du Vice-Président du Pakistan, et a élu Anna Luise (Italie) comme rapporteur.

Éléments résultant du programme de travail de l'ISP pour l'exercice biennal 2020-2021 : Données probantes sur la contribution potentielle de la planification intégrée de l'utilisation des terres (PIUT) et de la gestion intégrée des paysages (GIP) à un changement transformateur positif, à la neutralité en matière de dégradation des terres et à la lutte contre la désertification/dégradation des terres et les problèmes de sécheresse : Le Secrétariat a présenté le rapport contenu dans les documents ICCD/COP(15)/CST/2 et CST/8. Ermias Betemariam, Centre mondial d'agroforesterie (ICRAF), a présenté le résumé, notant que la raison d'être de l'élaboration du rapport est que la terre est une ressource limitée et qu'il est donc crucial de soutenir l'élaboration de politiques, d'outils et de pratiques axés sur la PIUT et la GIP. Il a présenté deux propositions, notamment: encadrer le rôle de l'aménagement du territoire dans la mise en œuvre des cibles des ODD et concilier les revendications foncières concurrentes ; et intégrer la NDT dans l'aménagement du territoire ; et de renforcer les capacités de planification de l'utilisation des terres et d'apprendre de l'expérience, en utilisant des outils pour éclairer la planification de l'utilisation des terres et l'intégration de la NDT, et la collaboration entre les communautés universitaires et de recherche par la génération et le partage d'expériences dans la PIUT et la GIP pour atteindre la NDT.

Plusieurs pays ont fait part de leurs préoccupations concernant le manque de consultation, et la FÉDÉRATION DE RUSSIE a souligné que les nouveaux termes « PIUT » et « GIP » posent des problèmes d'interprétation dans différentes langues et différents contextes.

Concernant l'utilisation des outils, ESWATINI a posé des questions sur les mécanismes de soutien et les obstacles à

l'utilisation des outils proposés, et l'AFRIQUE DU SUD a demandé si l'équipe a appliqué une modélisation ou un scénario au cours de la recherche.

De nombreux pays ont fait part de leurs préoccupations concernant la spécificité des contextes locaux et nationaux et la nécessité d'une appropriation locale pour assurer la mise en œuvre des recommandations.

Éléments découlant du programme de travail de l'ISP pour l'exercice biennal 2020-2021 : Données factuelles sur les approches d'évaluation et de suivi de la résilience des populations et des écosystèmes vulnérables à la sécheresse : Le Secrétariat a présenté le cadre et la justification du document ICCD/COP(15)/CST/3.

Les membres de l'ISP, Sergio Vicente-Serrano (Espagne) et Mark Svoboda (États-Unis), ont résumé les principales conclusions, soulignant la nouveauté du rapport. Ils ont souligné que les impacts de la sécheresse sont modulés par la résilience, et que l'atténuation proactive des risques est plus rentable que les mesures de secours réactives, et qu'il n'existe pas de métrique universelle pour mesurer la résilience à la sécheresse. Le rapport a fourni un inventaire des indicateurs de résilience à la sécheresse. Ils ont présenté une feuille de route pour l'évaluation de la résilience à la sécheresse basée sur cinq formes de capital et la résilience écologique et sociale.

Au cours du débat, les délégués ont salué le travail important entrepris par l'ISP et ont souligné: les effets croissants et graves de la sécheresse dans leurs pays ; le besoin de soutien financier et de renforcement des capacités ; l'importance des phénomènes océaniques dans l'évaluation de la sécheresse ; les limitations et vulnérabilités spécifiques des données dans les pays à faible revenu ; et les lacunes restantes dans l'évaluation des risques de sécheresse et de la résilience des écosystèmes.

Un groupe de contact sur le budget, présidé par Stella Gama (Malawi), s'est réuni dans la soirée.

Dans les couloirs

Le Secrétaire exécutif de la CNULCD, Thiaw, a commencé la journée par l'évocation de la grâce et la puissance de l'emblème de la Côte d'Ivoire : l'éléphant. Il a lié la réunion des délégués après des années de séparation non seulement à la joie, mais aussi à l'impressionnante capacité d'intelligence mentale et émotionnelle de ces grands animaux. Alors que les yeux de certains délégués semblaient danser au-dessus de leurs masques, d'autres communiquaient un sentiment semblable à celui de petits éléphanteaux maladroits.

Au moment où le rythme s'est accéléré, une vague de tintements a alerté tout le monde d'une représentation culturelle, qui était également retardée. Un délégué anxieux s'est levé et a crié : « Commencez donc, vous nous volez notre temps ! » Les danses, chansons et acrobaties intergénérationnelles valaient la peine d'attendre – le spectacle transcendait le langage et parlait directement au cœur.

Le troisième jour a également été marqué par la Journée internationale de la désertification et de la sécheresse. Alors que certaines personnes peuvent avoir besoin d'être incitées à prendre en considération la sécheresse, de nombreuses parties à la CNULCD n'ont pas besoin de rappel : leurs familles, leurs fermes et leur avenir sont en jeu. Les délégués sont arrivés au point de lever les obstacles pour de véritables environnements propices, comme l'a exprimé l'un d'entre eux, « le moment est venu de mobiliser des ressources avec générosité ». Il n'est pas étonnant que l'appel de la Russie à cesser les déclarations sur le conflit ukrainien ait été à peine reconnu comme important.